

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Unité départementale du Rhône

Villeurbanne, le 4 avril 2019

Affaire suivie par : Pascal RESTELLI
Cellule SSDAS/Déchets
Téléphone : 04 72 44 12 24
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr
Référence : UD-R-19-SSDAS-094-PR0404

DÉPARTEMENT DU RHÔNE

Société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) à SAINT GENIS LAVAL

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Suites à donner aux propositions formulées dans le rapport d'inspection du 7 mars 2019 référencé UD-R-19-SSDAS-075-PR0703

Références : Rapport d'inspection du 7 mars 2019 rédigé suite à la visite du 6 mars 2019
Transmission RAR du 29 mars 2019 de GDE présentant ses observations au rapport d'inspection susvisé

Adresse de l'établissement : 7, chemin de Chapoly
69230 – SAINT GENIS LAVAL

Adresse du siège social : Route de Lorguichon – BP5
14540 – ROCQUANCOURT

Activité principale : Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux

Code S3IC : 061.00060

Copies à : CHRONO
SSDAS/D

En application de l'article L. 514-5 du code de l'environnement et par courrier recommandé avec avis de réception du 7 mars 2019, référencé UD-R-19-SSDAS-075PR0703, l'inspection des installations classées a transmis à la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) le rapport d'inspection établi suite à la visite des installations soumises à la législation des installations classées réalisée le 6 mars 2019 à SAINT GENIS LAVAL.

Le courrier du 7 mars 2019 précité demandait à la société GDE d'informer, dans un délai maximum d'un mois, l'inspection des installations classées des suites qu'elle donnerait à cette visite d'inspection en fournissant un plan d'actions visant à remédier aux non-conformités constatées et aux observations formulées.

Ce même courrier lui précisait également que l'inspection proposait à monsieur le préfet de la mettre en demeure de respecter certaines dispositions ayant fait l'objet d'une non-conformité et lui demandait de faire part au préfet de ces observations éventuelles sur cette proposition.

Par transmission recommandée avec avis de réception du 29 mars 2019, la société GDE a transmis à l'inspection des installations classées un courrier auquel étaient annexés plusieurs documents.

Analyse du plan d'actions et des observations formulées par la société GDE :

Constat n° 3 :

Demande de l'inspection des installations classées : Un plan général des ateliers et des différents stockages susceptibles de créer des risques pour l'environnement en cas de sinistre devra être établi et transmis à l'inspection des installations classées sous 2 mois.

Réponse de GDE : *Un plan recensant les zones à risques sera ajouté dans notre procédure de situation d'urgence.*

Avis de l'inspection des installations classées : Le plan susvisé devra être transmis à l'inspection des installations classées sous 2 mois.

Constat n° 4 :

Proposition de l'inspection des installations classées : L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Rhône de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et de mettre en demeure la société GDE de corriger sous 2 mois les non-conformités ou observations relevées lors du contrôle des installations électriques le 12 septembre 2018 afin que ces dernières soient réalisées conformément aux règles en vigueur et entretenues en bon état. La copie du rapport d'intervention de la société électrique ayant procédé aux actions correctives devra être transmis à l'inspection sous 3 mois.

Réponse de GDE : *L'ensemble des remarques ont été levées, vous trouverez ci-joint une attestation de la société BIEVRE électrique qui est intervenue pour lever ces remarques.*

Avis de l'inspection des installations classées : Bien que l'attestation de la société BIEVRE Elect du 26 mars 2019 jointe à la transmission de GDE du 29 mars 2019 ne soit pas un rapport d'intervention détaillé sur les opérations effectivement réalisées, l'inspection propose de ne pas donner de suite à la proposition de mise en demeure formulée dans le rapport d'inspection du 7 mars 2019.

Constat n° 5 :

Demande de l'inspection des installations classées : La société GDE déterminera sous 2 mois le volume nécessaire au confinement pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, conformément au dernier alinéa de l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, et justifiera sous 75 jours à l'inspection des installations classées par des relevés topographiques et calculs de volume que le dispositif de confinement actuel répond au confinement réglementaire calculé.

Par ailleurs, le plan du site non daté remis à l'inspection le jour de la visite fait mention de la présence d'un puits perdu au centre du site. La société GDE informera l'inspection des installations classées sous 1 mois de la présence ou non de ce puits perdu et dans le cas où il aurait été comblé des mesures prises pour éviter que des liquides susceptibles de polluer les sols y pénétrant.

Réponse de GDE : *Comme évoqué avec vous lors de votre venue sur le site, l'intervention des pompiers a duré 1 heure, mais elle a consisté à environ 1 à 10 min d'arrosage en continu, puis à une surveillance des fumerolles. Le volume d'eau traitée des 9 tonnes nous semble donc cohérent avec la durée d'arrosage réelle. Pour ce qui concerne le volume nécessaire une étude sera réalisée.*

Pour le puits perdu, après contrôle visuel, il s'agit seulement d'un regard pour accéder au réseau d'eaux pluviales. Ce plan sera mis à jour en supprimant cette information.

Avis de l'inspection des installations classées : L'inspection prend acte de l'absence de puits perdu sur le site et attend sous 75 jours à compter de la réception du rapport d'inspection (13 mars 2019) l'étude relative au volume nécessaire au confinement susvisé.

La fiche gravité établie par GDE et transmise à l'inspection par courriel le 11 février 2019 précise que *les pompiers sont arrivés à 14H55 et ont immédiatement déployé leur matériel pour combattre le feu qui a été totalement circonscrit à 16H25, le courriel lui-même précisant que le feu a été totalement maîtrisé vers 16H00.* L'inspection considère qu'un incendie est maîtrisé à partir du moment où il n'y a plus de flammes et non pas à partir du moment où il n'y plus de fumées.

Constat n° 6 :

Proposition de l'inspection des installations classées : L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Rhône de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et de mettre en demeure la société GDE de respecter, conformément à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1, la fréquence annuelle pour l'analyse de l'ensemble des paramètres des polluants mentionnés à l'article 33 de ce même arrêté.

Réponse de GDE : *Nous avons pris en compte l'ensemble des critères demandés dans notre convention de rejet pour les prochaines analyses 2019 (voir commande en pièce jointe).*

Avis de l'inspection des installations classées : L'inspection rappelle à la société GDE que les paramètres à analyser sont ceux fixés à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 au regard de la législation

des installations classées et non pas ceux de la convention de rejet établie par la Métropole de Lyon.

La commande d'achat passée au Laboratoire WESSLING ne permettant pas de savoir quels seront les paramètres analysés, l'inspection des installations classées maintient sa proposition de mettre en demeure la société GDE de respecter, conformément à l'article 33 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1, la fréquence annuelle pour l'analyse de l'ensemble des paramètres des polluants mentionnés à l'article 31 de ce même arrêté.

Constat n° 7 :

Proposition de l'inspection des installations classées : L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Rhône de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et de mettre en demeure la société GDE de respecter sous 3 mois le dernier alinéa de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 en faisant effectuer une mesure du niveau de bruit et de l'émergence par une personne ou un organisme qualifié.

Réponse de GDE : *Commande réalisée auprès de la société VENATHEC pour effectuer une mesure de bruits (voir pièce jointe).*

Avis de l'inspection des installations classées : La commande d'achat annexée au courrier du 29 mars 2019 a été passée à la société ACCORD ACOUSTIQUE radiée du Registre du Commerce et des Sociétés le 15 septembre 2016.

Compte tenu qu'aucun délai d'intervention n'est précisé dans le devis de la société VENATHEC, l'inspection des installations classées maintient sa proposition de mettre en demeure la société GDE de respecter sous 3 mois le dernier alinéa de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 en faisant effectuer une mesure du niveau de bruit et de l'émergence par une personne ou un organisme qualifié.

Constat n° 8 :

Demande de l'inspection des installations classées : L'exploitant devra s'assurer sous 1 mois de l'étanchéité de la benne où sont stockées les pièces grasses extraites des véhicules ou en provenance de garages (boîtes de vitesses, moteurs...).

Réponse de GDE : *Nous allons nous assurer que notre benne est bien étanche dès que celle-ci sera vide et dans un délai d'un mois. À l'issue de ce constat, nous prendrons les mesures si nécessaire, pour que le stockage soit bien étanche.*

Avis de l'inspection des installations classées : L'inspection des installations classées prend acte de l'engagement de GDE sur ce point.

Constat n° 9 :

Proposition de l'inspection des installations classées : L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Rhône de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et de mettre en demeure la société GDE d'obtenir sous 2 mois l'attestation de capacité certifiant qu'elle emploie du personnel

compétent et utilise du matériel approprié pour manipuler les fluides frigorigènes afin de respecter l'article 36 de l'arrêté du 26 novembre 2012 et de ne pas disperser dans l'atmosphère les fluides contenus dans les circuits de climatisation de certains VHU.

Réponse de GDE : Réalisé (Attestation en pièce jointe).

Avis de l'inspection des installations classées :

L'attestation d'AFNOR Certification précise :

J'atteste que le Groupe Ecore engagé contractuellement avec nous, a entamé des démarches réglementaires.

Concernant les sites :

– GDE, situé à Givors,

– GDE, situé à Saint Gnis Laval,

Nous avons accusé réception des éléments pour deux demandes :

– attestations réglementaires, Fluides frigorigènes, Catégorie 5 démolisseur.

Ces dossiers sont en cours d'expertise au sein d'AFNOR Certification. Cette attestation ne vaut pas conformité du dossier.

L'inspection des installations classées rappelle l'observation formulée dans le rapport d'inspection du 7 mars 2019 :

Le dernier compte-rendu de la vérification de la conformité des installations réalisée par l'AFNOR le 4 juin 2018 précise pour ce point :

"Attestation de capacité – dossier transmis à l'Afnor une 1^{ère} fois en mars 2013 et ressaisi à la demande d'Afnor le 23/06/15 ; toujours en cours en juin 2018, car il manquait des pièces au dossier qui ont été transmises dernièrement."

L'inspection constate que ce dossier a été initialisé en 2013 et qu'il n'est toujours pas à ce jour finalisé.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées maintient sa proposition de mettre en demeure la société GDE d'obtenir sous 2 mois l'attestation de capacité certifiant qu'elle emploie du personnel compétent et utilise du matériel approprié pour manipuler les fluides frigorigènes afin de respecter l'article 36 de l'arrêté du 26 novembre 2012 et de ne pas disperser dans l'atmosphère les fluides contenus dans les circuits de climatisation de certains VHU .

Constat n° 10 :

Demande de l'inspection des installations classées : La société GDE transmettra sous 1 mois à l'inspection des installations classées la liste des garages avec qui elle travaille pour la récupération de batteries et s'assurera que chaque transfert sur son site de quantités importantes de batteries usagées soit accompagné d'un bordereau de suivi de déchets dangereux.

Réponse de GDE : *Vous trouverez ci-joint la liste des garages qui nous ont fourni des batteries sur ces 12 derniers mois.*

Avis de l'inspection des installations classées : L'inspection des installations classées rappelle à la société GDE qu'elle doit s'assurer que chaque transfert sur son site de quantités importantes de batteries usagées soit accompagné d'un bordereau de suivi de déchets dangereux.

Constat n° 11 :

Demande de l'inspection des installations classées : La société GDE devra, dès réception de ce rapport, enregistrer les VHU non dépollués entrant sur son site avec le code 160104* dans le registre des déchets entrants.

Réponse de GDE : *Cela a été réalisé. Vous trouverez joint à ce tableau une extraction de notre registre des déchets où vous pourrez constater cette prise en compte.*

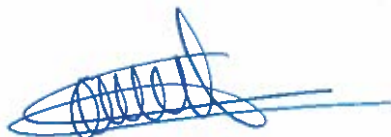
Avis de l'inspection des installations classées : L'inspection des installations classées prend acte du respect de la demande.

L'inspecteur de l'environnement

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'P. Restelli'.

Pascal RESTELLI

Vu, approuvé et transmis à
monsieur le préfet du Rhône
Villeurbanne, le 4 avril 2019
Pour la directrice et par délégation,
La cheffe de la subdivision "Déchets"

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Elodie Courtiade'.

Élodie COURTIADÉ